



Humains sur la même planète

Lycée Pablo Neruda 35, rue Henri WALLON 38400 St MARTIN D'HERES - www.lycee-pabloneruda38.fr - rubrique vie lycéenne



Laïcité

respect, liberté, concorde

Nous sommes des humains. Chacun de nous est une personne c'est-à-dire un sujet et non un objet ou "un machin" dont on peut disposer.

Nous pouvons être, ce qui est le cas en France, citoyens et sujets : citoyens lorsque, d'une manière ou d'une autre, nous sommes actifs dans le champ du politique, sujets lorsque nous nous conformons aux lois et règles de la vie collective.

Sans les règles et les lois contenant nos humeurs, caprices et autres formes de violence (provocations, haine, désir de domination, mépris, diffamation, destruction,) et nous imposant le respect mutuel, notre vie ensemble serait déterminée par des rapports de violence faits d'intimidations, de brutalités, et pire encore, nous le savons.

Or, comme le montre magistralement Jean-Jacques Rousseau (1712-1778) dans le *Contrat social* par exemple, "le plus fort", le plus violent, n'est jamais assez fort pour rester toujours dominant : il rencontrera nécessairement plus rusé, plus brutal que lui, ou bien

"les faibles" se liguèrent contre son oppression. Cet état de fait génère infailliblement des conflits permanents comme le souligne Hobbes (1588-1679) car dans une situation de liberté sans limite - de *liberté naturelle* en quelque sorte - seuls les plus violents, tant qu'ils sont les plus forts, agissent selon leurs désirs, les autres sont soumis à leurs appétits et caprices. La liberté totale est théorique, dans la réalité elle est toujours limitée : par la violence ou par la loi.

Dans un état de droit, par définition, ce n'est pas la violence qui limite le pouvoir d'agir humain, c'est la loi (ne pas confondre "pouvoir faire" et "être libre", violer, massacrer, ce n'est pas être libre). L'une des difficultés qui nous concerne tous est la question de la loi juste (il ne suffit pas qu'elle soit légale, faut-il encore qu'elle soit légitime c'est-à-dire conforme à *l'intérêt général* et non en faveur de quelques intérêts particuliers égoïstes). La démocratie est face à cette belle difficulté.

La République française pose des idéaux : *Liberté, Egalité, Fraternité*. Ce sont des objectifs, ce ne sont

pas des réalités. Nous le savons tous. Ces valeurs qui nous servent de repères sont en lien avec un terme actuellement très utilisé : *laïcité*. Qu'est-ce à dire ?

L'étymologie de ce mot est intéressante. *Le Robert Dictionnaire historique de la langue française* ainsi que *Le Robert* nous apprennent ceci : "Laïque (également laïc au masculin) adj. est emprunté (XIII^e s.) au latin ecclésiastique *laïcus* "commun, du peuple", "non clerc, illettré", spécialement "non militaire", "séculier" et "vulgaire, parlée (en parlant de la langue". Lui-même est emprunté au grec d'église *laïkos* "commun, du peuple" et "non clerc" (par opposition à *klerikos* → clerc), dérivé de *laos* "peuple".

Laïcité n. f. D'abord au sens de "caractère laïque" (1871, dans *Le supplément de Littré*), puis pour "conception politique et sociale impliquant la séparation de la religion et de la société civile", et "caractère de ce qui est organisé selon ce principe", notamment "caractère laïc de l'enseignement" affirmé par la loi du 28 mars 1882. Principe de séparation de la société civile et de la société religieuse, l'Etat n'exerçant aucun pouvoir

La Séparation 1095, loi de séparation des Eglises et de l'Etat

Film de François Hanss Écrit par Bruno Fuligni (disponible au CDI)

<http://www.lcp.fr/emissions/docs-ad-hoc/vod/13159-la-separation>

religieux et les Eglises aucun pouvoir politique."

Son contraire est la *théocratie* c'est-à-dire un régime où la loi politique est religieuse : le peuple est assujéti à des commandements divins en obéissant à des personnes représentant son Dieu. Un Etat religieux *i. e.* théocratique a une religion officielle, une religion d'Etat, selon une certaine interprétation théologique, et les autres interprétations religieuses sont tolérées à des degrés divers, ainsi que les différentes positions déistes, agnostiques, athées. Ce régime peut détruire les traces de pratiques religieuses présentes et passées jugées idolâtres, ne pas accepter d'autres religions et pratiques religieuses jugées polythéistes, hérétiques. Autrement dit, la théocratie incarne La Vérité détenue par certains qui se donnent plus ou moins pour mission de convertir les autres.

Un Etat laïc n'est pas non plus *anticléric* ou *athée*. Il n'est pas opposé aux institutions ecclésiastiques (anticléricisme), il n'affirme pas qu'il n'y a pas de dieu (athéisme) : il est étranger à la chose religieuse. Un Etat anticléric est en conflit avec les différentes institutions religieuses.

Un Etat athée supprime les traces du passé religieux du pays concerné : lieux de culte, calendrier, noms de lieux, prénoms des personnes, œuvres artistiques, philosophiques, théologiques, scientifiques.

Tout cela a des degrés divers.

Les Etats qui tentent d'effacer les marques historiques d'un pays lui font perdre une part de son patrimoine, de sa mémoire constitutive de son identité. Autrement dit, le prive de son héritage.

Un Etat laïc ne détruit pas les traces du passé religieux du pays concerné : il s'agit là de son his-

toire. La République française actuelle, parce qu'elle est laïque et non athée ou anticléricale, ne supprime pas, par exemple, certaines données du calendrier, certaines traditions, devenues parfois des habitudes non identifiées, certains noms de lieux, certaines œuvres d'art qu'on ne peut comprendre qu'en ayant des connaissances théologiques, certaines références historiques ou encore des théories scientifiques, etc. Un Etat laïc se construit avec son passé, historiquement religieux. Il ne renie pas son héritage mais il ne rajoute pas de nouvelles données religieuses.

Il y a donc plusieurs possibilités, avec de nombreuses variantes : l'orientation théocratique ou laïque.

La République française a opté, depuis le 19^{ème} siècle, pour une progressive laïcité, dans l'enseignement par exemple, mais pas seulement. Quels en sont les motifs ? Quelles sont les vertus de cette option ?

Les motifs sont probablement liés à un terrible passé de massacres perpétrés au nom de la détention de La Vérité divine. En effet, ceux qui croient détenir La Vérité (or Dieu seul le peut, car d'un point de vue religieux il est La Vérité) se croient en outre chargés d'une mission : convertir les autres de gré ou de force, en s'autorisant tous les sévices possibles (tortures, tueries) puisque la fin, manifestement, justifie les moyens. Et ce, même si, dans toute religion (et selon les principes élémentaires de la raison) un humain n'a pas le droit de tuer un autre humain, de le torturer, le violer, en faire son esclave, etc. Certes des passages des écrits sacrés semblent légitimer ces atrocités mais ne sont-ils pas utilisés par des personnes qui usent de ces prétextes pour assouvir leur désir de domination, leur sadisme et autres horreurs humai-

nes ?

Autre motif possible : le constat selon lequel personne ne peut démontrer l'existence de Dieu et prétendre détenir La Vérité : en science, en philosophie, en religion... Donc si personne parmi nous les humains ne peut se lever en disant : "Je sais, obéissez-moi", alors aucune position religieuse, non religieuse, agnostique, déiste, athée ne peut s'imposer aux autres. Chacune a droit de cité.

Dernier motif peut-être : dans un même pays désormais, c'est le cas de la France, des personnes très différentes les unes des autres vivent sur le même territoire et doivent se conformer à la même Constitution. La laïcité est la seule situation politique permettant à chacun de vivre avec les autres.

Voilà donc l'une des vertus essentielles de la laïcité : des humains très différents n'ayant pas la foi, ayant la foi, ne se posant pas cette question, étant déistes, théistes, agnostiques, étant juifs de telles ou telles façons, chrétiens de telles ou telles façons, musulmans de telles ou telles façons, etc. peuvent vivre sur ce même territoire, selon la même Constitution qui n'impose ni telle religion, ni telle interprétation à l'intérieure de telle religion, ni athéisme, ni agnosticisme, ni déisme ou théisme... rien de tout cela puisque l'Etat est laïc.

Les vertus d'une telle situation sont donc aisément repérables : respect de chacun, liberté de chacun, concorde entre tous (cohésion sociale et entente). Chacune de ces reconnaissances équilibre l'autre : le respect est réciproque. Personne n'impose à l'autre son choix : celui qui n'a pas la foi n'impose pas son choix à celui qui a la foi, et vice versa. Ce choix reste discret, il n'a rien d'ostentatoire. Certes, nous sommes dans un monde où l'affichage (voire le "déballage" intime, d'une totale impudeur) est à la mode. Mais, premièrement, la vraie foi est une

affaire intime qui s'exerce dans des actes de charité à l'égard de son prochain (il est plus aisé d'être bon avec le lointain, il est plus difficile d'être miséricordieux avec celle/celui qui est ici présent(e) car la haine monte vite aux narines, diraient nos anciens), de même que l'athéisme ou l'agnosticisme, etc. sont des affaires intimes, relevant de la vie privée. Bien sûr, les pratiques religieuses peuvent avoir des dimensions sociales visibles, telles que les fêtes, mais la laïcité attend de chacun la discrétion afin de n'importuner personne. Deuxièmement, la vraie foi n'est pas dans les apparences affichées. Nous le savons tous : de parfaits dévots soignant les apparences peuvent être des fripons, des tueurs, des violeurs, pleins de hargne.

La laïcité reconnaît à chacun la liberté de culte et de non culte. Donc chaque fidèle (celle/celui qui a la foi) doit pouvoir pratiquer sa foi dans des conditions décentes et confortables, sans gêner ceux qui n'ont pas la foi. La laïcité veille à ce que personne, dans la légitime pratique de sa liberté, n'importune autrui. C'est une affaire d'équilibre, de bonne volonté et d'élégance dans le rapport à l'autre.

Cette discrétion à laquelle nous invite la laïcité vise la concorde entre tous. Et les affichages ne sont pas des facteurs de bonne intelligence, ils génèrent plutôt des préjugés souvent fauteurs de discriminations. Petite fiction : si chacun d'entre nous circulait dans l'espace public avec, sur son corps, des étiquettes affichant ses choix intimes, ses positions politiques, religieuses, etc. nous serions dans un monde de communication, d'isolement et de communautarisme sectaire et non dans un monde de paroles, de discussions. En effet, ces exhibitions de choix et de pensées (c'est déjà un peu le cas) nous conduiraient,

avant même de rencontrer la personne et de discuter avec elle, à avoir de suite un jugement à son sujet, provoqué par l'affichage même : "Je vais voir un(e) tel(le) parce qu'il/elle "annonce ses couleurs, mais par contre, tel(le) autre, je m'en éloigne ou l'agresse, voire plus, car je vois là un(e) ennemi(e)" : il n'y a plus de rencontre possible. C'est-à-dire une rencontre sans préjugés, ou presque, où l'on ne sait rien de la personne et où l'on apprend à la connaître grâce aux diverses conversations que l'on peut avoir avec elle, sur tel ou tel sujet, de telle sorte que l'on pourra comprendre ses motifs et saisir pourquoi l'on est d'accord ou pas avec elle, et vice versa. A quoi bon se parler si tout est annoncé d'avance au point de générer l'illusion nocive que l'on sait déjà à qui l'on a affaire. Préjugés, discrimination, haine, agression...

La laïcité ne prône pas l'uniformité, ce serait un faux procès, elle vise la liberté de chacun sans gêner autrui et la discrétion est le verso du recto : la liberté. Tout comme le respect doit être mutuel. Egalité de traitement des citoyens, donc.

La laïcité exprime un souci de discussion entre les citoyens et de paix, en prenant en considération des faits : nous sommes tous très différents les uns des autres tout en étant semblables, nous ne sommes pas d'emblée accueillants mutuellement, bienveillants mais nous vivons ensemble, et il ne peut en être autrement : aucun de nous n'est autosuffisant, indépendant. Nous sommes tous interdépendants. Nous vivons ensemble : faisons donc en sorte de vivre le mieux possible collectivement. Pour cela, il faut des limites. Limites à quoi ? A notre refus de l'autre, cet encombrant qui ne fait pas ce que je désire (et réciproque-

ment), refus plein de rage et de mépris (pour cet/te inférieur(e)), mais refus mêlé du désir de la présence de l'autre pour le dominer, se servir de ses forces, ou se servir de lui/d'elle, pour jouir de l'humilier, afin de se croire supérieur (c'est si bon).

La laïcité est l'expression d'une modestie : personne ne peut prétendre détenir La Vérité (d'un point de vue religieux, ce serait se prendre pour Dieu : péché d'orgueil), il faut donc élaborer des lois à visée universelle, c'est-à-dire valables pour les citoyens ayant la foi ou non, la pratiquant de telle ou telle manière.

Elle est aussi l'expression d'une lucidité : nous ne sommes pas spontanément bienveillants les uns envers les autres, il faut donc une loi limitant nos égoïsmes dominateurs, nos prétentions et nos caprices afin de protéger la liberté de chacun.

Elle est enfin l'expression d'une ambition : vivre le mieux possible ensemble, c'est-à-dire dans la concorde, en conciliant particularité de chacun et entente collective.

C'est un choix politique difficile : respect, liberté, concorde.

Cela dit, certains aiment la haine et la discorde, ils mettent ainsi en place les conditions de leur propre nuisance, mais qu'importe, s'ils ont provoqué des conflits ou, pire, le désastre, leur désir de mort est satisfait.

Et puis, certains ont besoin de certitude sans faille car le doute, même infime, provoque en eux de l'angoisse. Or il y a des incertitudes en religion, en science, en philosophie, en politique, dans le domaine de l'éthique, etc. Incertitudes en religion ? La foi est une assurance intime sans démonstration, les textes religieux font l'objet d'interprétations, ceux qui parlent au nom de Dieu sont peut-

être des imposteurs. En philosophie ? Les fondements de la connaissance, le rapport entre langage et réel. En science ? Les théories sont des constructions de notre esprit qui, au cours de l'histoire, peuvent être modifiées voire réfutées. En politique ? La question de la loi la plus juste : légale et légitime. Dans le domaine de l'éthique ? L'accompagnement de la fin de vie, le clonage humain. Etc.

Un esprit qui a besoin de certitudes pour calmer son sentiment de dérégulation, par nous tous éprouvé à des degrés divers, peut s'orienter vers un discours sectaire, religieux, ou bien politique, ou encore scientifique. C'est-à-dire une parole qui assure détenir La Vérité et promet avoir réponse à tout, de manière sûre et définitive. Aussi, tous ceux qui génèrent des incertitudes sont soit forcés de se convertir à ce discours sectaire, soit exclus ou massacrés. Il ne restera alors que : "les mêmes", c'est-à-dire ceux qui cautionnent ce discours, tous les autres sont éliminés. Autrement dit, entre "mêmes" on peut s'entendre mais dès qu'il y a des autres qui ne pensent pas la même chose il y a danger. Danger de quoi ? Danger de voir "le-discours-sectaire-réponse-à-tout" mis en question par la seule présence d'un autre discours et donc danger de voir l'angoisse envahir de nouveau l'être. Si nous pensons tous la même chose, cela nous rassure car nous nous confortons mutuellement, mais si quelques personnes pensent/croient différemment, cela signifie que nous avons peut-être tort ou bien que nous sommes tous au niveau de l'interprétation. "N'y a-t-il rien de certain sinon que rien n'est certain ?" se demandait Descartes (1596-1650)

La laïcité nous demande de faire l'effort d'accepter la pluralité des interprétations donc de supporter l'incertitude, c'est-à-dire de supporter l'idée angoissante que ce

que l'on croit est peut-être faux. Ou qu'il y a plusieurs interprétations possibles (et, en religion, Dieu seul sait, les humains, eux, cherchent).

Cela dit, s'il y a de l'incertain, une chose est sûre : nous vivons ensemble. Donc le mieux est de mettre en place des limites (des lois) à nos égoïsmes infantiles et rageurs afin de déployer nos forces et talents pour la liberté de chacun.

C'est une question de désir : voulons-nous la concorde ou la discorde ? Si nous voulons la concorde, alors il nous faut accepter de comprendre que la loi - si elle est juste bien sûr - n'est pas là pour satisfaire notre caprice mais pour assurer l'intérêt général, donc à chacun de se conformer à ses devoirs pour sauver les droits. Si nous voulons la discorde alors laissons exprimer sans limites, autre que la violence, nos mesquineries et pulsions. En ce cas, au lieu de tenter de résoudre de vrais problèmes : la misère, les maladies, etc. nous nous égarons en perdant notre temps avec des bêtises, jusqu'aux tueries.

Dominique Perraud, professeure de philosophie

"Puisque le libre jugement des hommes est extrêmement divers, que chacun pense être seul à tout savoir et qu'il est impossible que tous donnent la même opinion et parlent d'une seule bouche, ils ne pourraient vivre en paix si l'individu n'avait renoncé à son droit d'agir suivant le seul décret de sa pensée. C'est donc seulement au droit d'agir par son propre décret qu'il a renoncé, non au droit de raisonner et de juger ; par suite nul, à la vérité, ne peut, sans danger pour le droit du souverain, agir contre son décret, mais il peut, avec une entière liberté, donner son opinion et juger et en conséquence aussi parler, pourvu qu'il n'aille pas au delà de la simple parole ou de l'enseignement, et qu'il défende son opinion par la raison seule, non par la ruse, la colère ou la haine, ni dans

l'intention de changer quoi que ce soit dans l'Etat de l'autorité de son propre décret."

Spinoza (1632-1677)

"(...) la fin de l'Etat n'est pas de faire passer les hommes de la condition d'êtres raisonnables à celle de bêtes brutes ou d'automates, mais au contraire il est institué pour que leur âme et leur corps s'acquittent en sûreté de toutes leurs fonctions, pour qu'eux-mêmes usent d'une raison libre, pour qu'ils ne luttent point de haine, de colère ou de ruse, pour qu'ils se supportent sans malveillance les uns les autres. La fin de l'Etat est donc en réalité la liberté."

Spinoza (1632-1677)

"Tout homme a le droit de prétendre au respect de ses semblables et réciproquement, il est obligé au respect envers chacun d'entre eux. L'humanité elle-même est une dignité ; en effet, l'homme ne peut jamais être utilisé simplement comme moyen par aucun homme (ni par un autre, ni par lui-même), mais toujours en même temps aussi comme une fin, et c'est en ceci précisément que consiste sa dignité (...). De même qu'il ne peut s'aliéner lui-même pour aucun prix (ce qui contredirait le devoir de l'estime de soi), il ne peut agir contrairement à la nécessaire estime de soi que d'autres se portent à eux-mêmes en tant qu'hommes, c'est-à-dire qu'il est obligé de reconnaître pratiquement la dignité de l'humanité en tout autre homme ; et par conséquent sur lui repose un devoir qui se rapporte au respect qui doit être témoigné à tout autre homme. "

Kant (1724-1804)



1915 - 2015